

visée; il ne faudrait pas exagérer beaucoup la pensée contenue dans la déclaration du chancelier allemand pour y voir presque un désaveu, presque un regret, de la politique suivie durant la crise de 1908-1909. Nous sommes persuadé que l'Autriche-Hongrie n'a plus aujourd'hui aucun désir d'expansion vers Salonique<sup>1</sup>; mais s'il en était autrement, elle ne devrait pas compter sur l'appui de l'Allemagne; celle-ci le lui signifie sans détour<sup>2</sup>. Aucune autre grande puissance ne peut avoir le désir ou l'occasion de troubler le *statu quo* dans les Balkans. Si la Bulgarie le tentait, elle a été avertie que la Russie ne serait pas avec elle et qu'elle aurait à dos la Roumanie, dont la politique est directement influencée par Berlin<sup>3</sup>. La France, qui est particulièrement désireuse de maintenir ce *statu quo*, ne peut donc que se réjouir des garanties nouvelles qui résultent, pour la tranquillité de l'Orient, de l'entrevue de Potsdam et des déclarations du chancelier de l'Empire allemand. Sur ce point, comme en Perse, la diplomatie tenace et patiente du tsar Nicolas II remporte le succès.

La Russie, en échange, ne cède rien, du moins dans les Balkans. Elle ne s'engage pas à renoncer à une politique d'influence et d'amitié pour la Jeune Turquie, la seule que depuis 1908, elle ait jamais pratiquée. Elle pourra continuer à travailler, de concert avec ses alliés et ses amis, au développement économique et à la réforme intérieure de l'Empire ottoman; elle y accroîtra son influence morale et ses intérêts matériels dans des

1. « La politique du chancelier concorde absolument avec la nôtre », disait le *Fremdenblatt* du 13 décembre 1910.

2. Les *Hamburger Nachrichten* du 12 décembre, ont cru remarquer dans la presse autrichienne « une certaine résignation dans l'approbation qu'elle donne aux déclarations de M. de Bethmann. Cela sera plus compréhensible encore, ajoute la feuille hambourgeoise, si l'on songe que l'Autriche-Hongrie n'a jamais fait de meilleures affaires que lorsqu'avait disparu ou s'était, pour le moins, affaibli la confiance qui animait autrefois les rapports germano-russes ».

3. Voyez ci-dessous chapitre VIII.